



## Westminster & City News

NUMÉRO 3

Du 18 au 24 janvier 2019

### ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

##### **L'amélioration des finances publiques n'est pas aussi marquée que prévue lors de l'annonce du budget –**

Après avoir enregistré le déficit public annuel le plus faible en 11 ans en 2017-18 à 41,9 Md£, le gouvernement a continué d'afficher de bonnes performances budgétaires sur les neuf premiers mois de 2018-19 (d'avril à décembre 2018) avec un [déficit](#) de 35,9 Md£, au plus bas niveau depuis 2002 sur cette période. Si la tendance actuelle se poursuit, le déficit devrait totaliser 30,7 Md£ sur toute la période budgétaire (les premiers mois de l'année calendaire concentrant d'importantes rentrées fiscales). Toutefois, le *Budget* présenté en octobre dernier, a été réalisé sur la base des prévisions budgétaires de l'*Office for Budget Responsibility* qui prévoyait une amélioration encore plus marquée, avec un déficit à seulement 25,5 Md£ pour 2018-19. Cet écart ne remet toutefois pas en cause la capacité du gouvernement à atteindre son objectif de déficit structurel sous les 2 % en 2020-21 mais il réduit la marge de manœuvre de 15,4 Md£ destinée à supporter l'économie en cas de no deal.

##### **La sur-mobilité des fonctionnaires britanniques affecte l'efficacité de l'État –**

Moyen le plus rapide d'obtenir une promotion et une augmentation, la mobilité des fonctionnaires britanniques atteint des niveaux supérieurs à 15 % dans la moitié des ministères, d'après une [étude](#) publiée par l'*Institute for Government* (think tank). Elle se traduit par un coût supplémentaire, nuit à l'élaboration des politiques publiques et au suivi de grands projets dont la conduite nécessite un suivi sur la durée et la stabilité dans la gestion stratégique. Le gouvernement souhaite y remédier en plafonnant la hausse des salaires en cas de mobilité interministérielle, en instaurant une prime à la performance voire à l'acquisition de nouvelles compétences et en encourageant l'alignement salarial entre ministères. Mais sa capacité à réduire substantiellement les incitations à la mobilité reste incertaine car les primes de performances seraient bien inférieures aux avantages liés à la mobilité, même plafonnés.

#### INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

##### **Le marché du travail conserve son dynamisme –**

La croissance nominale des salaires (hors primes) se maintient à 3,3 % sur trois mois (septembre - novembre) en glissement annuel, soit 1,1 % en termes réels. Il s'agit de la croissance réelle la plus forte depuis fin 2016 qui reflète en partie la revalorisation du salaire d'1,3 M fonctionnaires du NHS en juillet (hausse de 6,5 % sur trois ans dont 3 % dès 2018 puis 1,8 % en 2019). Les accords sur les salaires entre entreprises et travailleurs montrent toutefois une baisse, à 2 % en novembre contre 2,5 % un an auparavant d'après *xpertHR*. Le taux de chômage se maintient à 4 % (plus bas niveau depuis 1975) et le taux d'emploi à 75,8 % (plus haut niveau depuis 1971). Aussi, la baisse du nombre de travailleurs ressortissants de l'UE en emploi au Royaume-Uni (-133 000 au T3 2018 par rapport au T3 2017), pourrait alimenter un resserrement encore plus important. Le dynamisme du marché du travail et la hausse de salaire qui en découle devraient conduire le Comité de politique monétaire à annoncer une hausse du taux directeur dans les prochains mois.

## COMMERCE ET INVESTISSEMENT

**Le RU réplique les accords de reconnaissance mutuelle de l'UE avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande** – Ces accords ont été signés par le ministre du Commerce Liam Fox et les ambassadeurs [australien](#) et [néo-zélandais](#). Le gouvernement britannique a indiqué qu'ils reprenaient la majeure partie des éléments contenus dans les accords négociés par l'UE, sans donner davantage de précisions. Pour rappel, les accords conclus par l'UE avec ces deux pays couvrent plusieurs secteurs, tels que l'automobile, la pharmaceutique et les appareils électriques. En sus, le RU a répliqué l'accord avec l'Australie sur les vins, qui bénéficient à environ 250 M£ d'importations britanniques chaque année. Ces annonces interviennent après la fuite d'un document du DIT rapportée par le *Financial Times*, qui indique que la plupart des accords commerciaux de l'UE ne pourront être répliqués avant le 29 mars. Interrogé par la *BBC*, L. Fox s'est dit confiant sur ce point et a déclaré que le RU pourrait signer d'autres accords commerciaux avant le Brexit, notamment avec la Suisse, la Norvège, la Corée du Sud et la Turquie.

## ACTUALITÉ FINANCIÈRE

### BANQUES

**Le Brexit pourrait être un levier de compétitivité pour les petites institutions financières britanniques** – Le *Secondary Competition Objective* de la *Prudential Regulation Authority* (PRA) impose à la PRA de prendre en compte des éléments de compétitivité dans l'élaboration de ses politiques publiques. À l'occasion des 5 ans de sa mise en place, Sam Woods a [présenté](#) ses nouvelles pistes de travail. Il met l'accent sur la nécessité d'assurer un accompagnement des petites institutions financières vers la croissance. Le Brexit pourrait représenter une opportunité de s'exonérer des règles européennes pour repenser des obligations de ratios en fonds propres moins exigeantes pour les petites entreprises. S. Woods s'interroge sur le fait qu'aucune petite banque ne soit devenue une grande institution bancaire et l'explique en partie par la rigidité des règles de fusion-acquisition où la compétitivité n'est pas un critère pris en compte et par le coût de la supervision qui reste très élevé pour ces petites institutions qui sont présentes dans les secteurs à risques.

**Une sortie sans accord pourrait aboutir au non-paiement de millions de primes d'assurances** – Selon le directeur de la FCA, Andrew Bailey, les tribunaux britanniques n'auront pas la possibilité de trancher la situation juridique des 9 millions de titulaires de contrats d'assurance en Europe qui ont un contrat avec un assureur RU d'ici le 29 mars 2019. Compte tenu de l'incertitude qui plane autour de la continuité des contrats, les assureurs britanniques devront obtenir une autorisation temporaire ou transférer leurs contrats vers une entité UE, ce qui requiert dans les deux cas l'autorisation d'un tribunal. Alors que le RU a pris des mesures transitoires pour les clients britanniques de compagnies d'assurance de l'EEE, l'UE n'en a pas fait de même. Néanmoins, A Bailey se dit optimiste sur l'approche constructive de l'UE en cas de sortie sans accord.

**La Banque d'Angleterre (BoE) rassure sur la croissance des prêts à effet de levier** – Ben Broadbent, sous-gouverneur de la BoE, a [déclaré](#) que la croissance rapide des prêts risqués aux entreprises et de la dette non garantie des ménages étaient moins alarmants qu'il n'y paraissait. Bien que la croissance des prêts à effet de levier contractés par des entreprises déjà très endettées puisse rappeler celle des *subprimes* avant la crise de 2008, le système bancaire serait désormais mieux armé pour répondre à ce type de perturbation. Aussi, le niveau d'endettement des entreprises et les taux d'intérêt seraient aujourd'hui à des niveaux bien plus faibles qu'en 2008. Concernant la forte croissance de la dette non garantie des ménages (+11 % en 2016 avant de ralentir progressivement à +7,5 % en 2018), B. Broadbent a déclaré qu'elle reflèterait surtout la croissance des *personal contract purchases* (sorte de location avec option d'achat) et celle des prêts étudiants dont le remboursement est conditionné à un certain niveau de revenu. Il ne s'agirait donc pas vraiment de dette non garantie.

**Les banques augmentent leurs subventions aux distributeurs de billets automatiques des zones rurales** – Les gestionnaires de distributeurs automatiques de billets (DAB) vont recevoir dès avril une « prime » pouvant atteindre 2,75 £ par transaction dans les zones les plus isolées ou défavorisées, contre 0,3 £ actuellement, selon un plan mis au point par Link, l'organisation interbancaire gérant le réseau britannique des DAB. Le plan « *super premium* » est le dernier d'une série de mesures prises par Link pour limiter le nombre de fermetures de guichets automatiques dans les zones rurales. Le nombre de DAB au RU a chuté de 1 300 entre février et juillet 2018 pour s'établir à 53 200. Néanmoins, les polémiques sur la désertification bancaire se poursuivent entre des opérateurs de DAB qui se félicitent d'un accès facilité aux espèces en tout point du territoire et certaines banques qui dénoncent l'inefficacité de la gestion des DAB dans un contexte où l'utilisation des espèces décroît.

## RÉGLEMENTATION FINANCIÈRE

**Les conseillers en investissement s'inquiètent des risques liés au *green washing* de produits financiers** – 97% des professionnels interrogés se disent « très » ou « assez » préoccupés par les risques d'une labellisation finance verte abusive (*green washing*) de projets d'investissement dont ils sont chargés, d'après un rapport commandé à Cicero par le gestionnaire d'actifs britannique EdenTree. Dans un contexte de promotion des investissements éthiques, ils constatent que certains gestionnaires d'actifs procèdent au « ré-étiquetage » de certains produits aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) pour l'obtention de marchés. Un gestionnaire d'actifs ne peut évaluer toutes les dimensions éthiques d'une entreprise compte tenu de la complexité de sujets tels que la protection des droits humains dans les chaînes d'approvisionnement et ce, du fait de l'absence de réglementation claire sur la labellisation des produits. Si tous s'accordent pour exclure les groupes de tabac ou les fabricants d'armes des normes ESG, seuls 29% considèrent que les industries minières ou de combustibles fossiles devraient l'être.

## FINTECH

**Lloyds externalise la gestion informatique de ses données de clientèle à la Fintech Vault** – La banque va transférer la gestion de son infrastructure informatique à la plateforme bancaire créée par Thought Machine, une société fondée par une équipe d'anciens ingénieurs de Google et dans laquelle Lloyds a déjà investi 11 M£ (soit une participation de 10%). Lloyds espère économiser plus de 750 M£ par an dans les investissements IT. Lloyds est en discussion avec le régulateur britannique pour pouvoir procéder à un premier test portant sur le transfert de données de 500 000 clients. Cette stratégie s'inscrit dans un contexte de réduction des coûts (Lloyds a perdu plus de 30 000 emplois et fermé près d'un tiers de ses succursales au cours des huit dernières années) et de promotion des nouvelles technologies vis-à-vis de ses concurrents. Cette décision suscite des inquiétudes auprès des représentants du personnel et Lloyds s'est engagée à réaffecter le plus grand nombre de collaborateurs possible pour pallier les licenciements qui seraient engendrés par le transfert vers Vault.

**Barclays et Santander s'associent à la Fintech britannique MarketInvoice** – Barclays et Santander InnoVentures (filiale de capital-risque de Santander) ont conjointement engagé une prise de participation de 26 M£ dans le groupe MarketInvoice, spécialisé dans le financement de factures impayées des PME (des investisseurs institutionnels avançant les fonds moyennant une commission). Pour MarketInvoice, cet investissement est un moyen d'accroître sa présence au RU et à l'étranger (selon les éléments contenus dans le registre du commerce, Market Invoice serait évaluée à 85 M£) et Barclays pourra développer son expertise technique et le développement de nouveaux produits. Barclays a d'ailleurs augmenté la taille de son investissement initial après un essai réussi d'offre de produits MarketInvoice à ses clients commerciaux existants.

**La FCA lance une consultation sur la réglementation des crypto-actifs** – La consultation [porte](#) sur l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion des crypto-actifs, allant des plateformes d'échange, aux opérateurs de paiement, aux *wallet providers* (services de conservation de clés cryptographiques privées) et aux courtiers. La FCA souhaite apporter plus de clarté sur les exigences réglementaires en matière d'agrément et cherche à évaluer si les actifs eux-mêmes sont des instruments financiers au sens du droit européen sur les marchés financiers (MIFID II). Le régulateur britannique pourrait également envisager l'interdiction des dérivés liés aux crypto-actifs, alors qu'un certain nombre de grands groupes boursiers mondiaux acceptent la négociation de contrats à terme en bitcoin. Cette consultation fait suite aux pressions exercées par le Parlement britannique (*Select Treasury Committee* notamment) qui avait qualifié le marché de « Far West » et avait appelé à une plus grande protection des consommateurs. D'après la FCA, les échanges de crypto britanniques ne représentent qu'1% des échanges mondiaux, pour un volume d'environ 200 M\$.

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à [londres@dgtrésor.gouv.fr](mailto:londres@dgtrésor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier  
Service économique régional de Londres  
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Marianne Carrubba, Robin Fournier, Laura Guenancia et Louis Martin.

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 17 janvier 2019

## TABLEAU DE CONJONCTURE

### ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance sur 12 mois (T3 2018)	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,8%
PIB en glissement trimestriel		0,6%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,1%
Inflation (IPC)		2,5%	1,7%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	1,3%	2,6%
	Consommation	1,8%	2,6%
	Dépenses publiques	0,1%	0,5%
	Exportations (B&S)	0,9%	3,1%
	Importations (B&S)	0,6%	3,3%
Approche par la production	Secteur manufacturier	2,2%	1,1%
	Secteur de la construction	1,4%	4,5%
	Secteur des services	1,6%	2,0%
Parmi les services	Finance et assurances	-1,4%	0,4%
	Ventes au détail	2,2%	3,3%

### MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2018	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		4,1%	4,6%
Taux d'emploi		75,5%	74,9%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,2	32,1
Productivité horaire**	Croissance sur 12 mois	0,0%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance sur 12 mois	2,6%	2,4%
Salaires réels	Croissance sur 12 mois	0,2%	0,9%
Revenu disponible par habitant	Croissance sur 12 mois	1,4%	0,8%
Taux d'épargne des ménages		3,8%	5,3%

### FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2018 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,4%	-2,6%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	84,2%	84,3%
Investissement public net	-1,9%	-1,9%

### COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2018 (% du PIB sur 12 mois)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,8%	-4,4%
Balance des B&S		-1,2%	-1,3%
Balance des biens		-6,5%	-6,5%
Balance des services		5,3%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,12	1,19
	GBP/USD	1,30	1,35

#### Source : ONS

\* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

\*\* Les données concernant la productivité horaire ont un trimestre de retard.

\*\*\* Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.